

3.1 Évolution de la population

Au 1^{er} janvier 2018, la France compte 67,187 millions d'habitants, dont 65,018 millions vivent en métropole. Au cours de l'année 2017, la population a augmenté de 233 000 personnes, soit une hausse de 0,3 %. Comme les années précédentes, cette progression est principalement due au **solde naturel**, +164 000 personnes en 2017. Le **solde migratoire** est estimé à 69 000 personnes. La population continue d'augmenter, mais de façon plus modérée que précédemment : entre 2008 et 2013, la croissance démographique était de + 0,5 % par an, puis de + 0,4 % par an entre 2014 et 2016, et enfin de + 0,3 % par an en 2017.

En 2017, le solde naturel, différence entre les nombres de naissances et de décès, est historiquement bas. Hors Mayotte, il est inférieur de 27 000 personnes à celui de 1976 (+ 182 000 habitants contre + 155 000 en 2017), qui était jusqu'à maintenant le plus faible enregistré depuis l'après-guerre. Depuis 2006, le solde naturel tend à baisser légèrement chaque année. En 2017, il diminue fortement, en raison à la fois du plus grand nombre de décès et du recul des naissances.

Au 1^{er} janvier 2017, la population de l'Union européenne (UE) compte 511,8 millions de résidents, contre 510,3 millions au 1^{er} janvier 2016. Au cours de l'année 2016, autant de naissances que de décès sont enregistrés dans l'UE (5,1 millions), ce qui signifie que la variation naturelle de la population de l'UE

est neutre. La variation démographique est donc due à l'apport du solde migratoire. Avec 82,8 millions de résidents (soit 16,2 % de la population totale de l'UE au 1^{er} janvier 2017), l'Allemagne est l'État membre le plus peuplé, devant la France, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne et la Pologne. Ces six pays représentent 70 % de la population de l'UE. S'agissant des autres États membres, neuf d'entre eux ont une part dans la population totale de l'UE comprise entre 4 % et 1,5 %, et treize autres une part inférieure à 1,5 %. En 2016, la population augmente dans dix-huit États membres de l'UE et diminue dans dix autres. La population allemande augmente de 624 000 habitants ; celle du Royaume-Uni croît de 426 000 habitants, pour atteindre 65,8 millions d'habitants. La France est en troisième position, avec une hausse de 259 000 habitants. *A contrario*, la population italienne baisse de 80 000 habitants en raison d'un solde naturel négatif. Au total, au cours de l'année 2016, la population de l'UE s'accroît de 1,5 million de personnes (+ 3,0 ‰).

En 2017, la **population mondiale** est estimée à 7,6 milliards de personnes et pourrait atteindre 8,6 milliards en 2030, 9,8 milliards en 2050. Alors que la population mondiale s'accroît d'environ 83 millions de personnes chaque année, la tendance à la hausse de la population devrait se poursuivre, même en supposant que les niveaux de fécondité continuent de diminuer. ■

Définitions

Solde migratoire : différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours d'une période. Ce concept est indépendant de la nationalité.

Solde naturel : différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une période. Les mots « excédent » ou « accroissement » sont justifiés par le fait qu'en général le nombre de naissances est supérieur à celui des décès. Mais l'inverse peut se produire, et le solde naturel est alors négatif.

Projections démographiques 2013-2070 : elles projettent chaque année le nombre d'hommes et de femmes de chaque âge vivant en France à partir d'hypothèses sur l'évolution de la fécondité, de la mortalité et du solde migratoire.

Population mondiale (estimations et projections), projection de population, taux d'accroissement naturel (ou taux d'excédent naturel), taux de mortalité, taux de natalité : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Bilan démographique 2017 – Plus de 67 millions d'habitants en France au 1^{er} janvier 2018 », *Insee Première* n° 1683, janvier 2018.
- « Démographie européenne », *communiqué de presse* n° 110, Eurostat, juillet 2017.
- « World Population Prospects – The 2017 revision », ONU, juin 2017.
- « Projections de population 2013-2070 pour la France », *Document de travail* n° F1606, Insee, novembre 2016.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Évolution de la population 3.1

Composantes de l'évolution démographique

en milliers

	Population au 1 ^{er} janvier ¹	Naissances vivantes ²	Décès ²	Solde naturel ²	Solde migratoire évalué ³	Ajustement
1985	56 444,7	796,1	560,4	235,7	39,4	0,0
1990	57 996,4	793,1	534,4	258,7	77,4	-52,3
1995	59 280,6	759,1	540,3	218,7	42,2	-54,1
2000	60 508,2	807,4	540,6	266,8	72,0	94,5
2005	62 730,5	806,8	538,1	268,7	92,2	94,6
2010	64 612,9	832,8	551,2	281,6	38,9	0,0
2013	65 564,8	811,5	569,2	242,3	100,1	0,0
2014	66 129,7	818,6	559,3	259,3	31,7	0,0
2015	66 420,6	798,9	593,7	205,3	69,0	0,0
2016	66 694,9	783,6	593,9	189,8	69,0	0,0
2017	66 953,6	767,0	603,0	164,0	69,0	0,0
2018	67 186,6

1. Résultats provisoires arrêtés à fin 2017 pour 2016, 2017 et 2018.

2. Résultats provisoires pour 2017.

3. Résultats provisoires arrêtés à fin 2017 pour 2015, 2016 et 2017.

Champ : France hors Mayotte jusqu'en 2013 et France y c. Mayotte à partir de 2014.

Source : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

Taux de natalité et taux de mortalité

pour 1 000 habitants

	Taux de natalité	Taux de mortalité	Taux de variation naturelle
1985	14,1	9,9	4,2
1990	13,6	9,2	4,4
1995	12,8	9,1	3,7
2000	13,3	8,9	4,4
2005	12,8	8,5	4,3
2010	12,9	8,5	4,4
2013	12,3	8,7	3,6
2014	12,4	8,4	4,0
2015 (p)	12,0	8,9	3,1
2016 (p)	11,7	8,9	2,8
2017 (p)	11,4	9,0	2,4

Champ : France hors Mayotte jusqu'en 2013 et y c. Mayotte à partir de 2014.

Source : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

Taux d'accroissement annuel de la population dans l'UE

pour 1 000 habitants

	Solde naturel		Solde migratoire		Accroissement total	
	2000	2016 (p)	2000	2016 (p)	2000	2016 (p)
Allemagne	-0,9	-1,8	2,0	9,4	1,2	7,6
Autriche	0,2	0,8	2,2	8,7	2,3	9,5
Belgique	1,1	1,2	1,3	3,6	2,4	4,8
Bulgarie	-5,1	-6,0	0,0	-1,3	-5,1	-7,3
Cyprus	4,5	4,7	5,7	2,9	10,2	7,6
Croatie	-1,5	-3,4	-11,7	-5,4	-13,2	-8,7
Danemark	1,7	1,5	1,9	5,7	3,6	7,2
Espagne (r)	0,9	0,0	3,9	1,9	4,8	1,9
Estonie	-3,8	-1,0	-2,3	0,8	-6,1	-0,2
Finlande	1,4	-0,2	0,5	3,1	1,9	2,9
France^{1 2 3}	4,4	2,8	2,7	1,0	7,1	3,9
Grèce	-0,2	-2,4	5,8	0,0	5,6	-2,5
Hongrie	-3,7	-3,2	1,6	-0,1	-2,1	-3,4
Irlande	6,1	7,1	8,4	3,5	14,5	10,6
Italie	-0,2	-2,3	0,9	1,1	0,7	-1,3
Lettonie	-5,0	-3,4	-6,9	-6,2	-12,0	-9,6
Lituanie	-1,4	-3,7	-5,8	-10,5	-7,2	-14,2
Luxembourg	4,5	3,6	7,9	16,2	12,4	19,8
Malte (r)	3,7	2,6	3,1	11,2	6,8	13,8
Pays-Bas	4,2	1,4	3,6	4,6	7,7	6,0
Pologne	0,3	-0,2	-0,5	0,3	-0,2	0,2
Portugal	1,4	-2,3	6,5	-0,8	7,9	-3,1
Rép. tchèque	-1,8	0,5	-2,7	1,9	-4,5	2,4
Roumanie	-0,9	-3,5	-0,2	-2,7	-1,1	-6,2
Royaume-Uni	1,2	2,7	2,4	3,8	3,6	6,5
Slovaquie	0,5	1,0	-4,1	0,7	-3,7	1,7
Slovénie	-0,2	0,3	1,4	0,5	1,2	0,8
Suède	-0,3	2,7	2,7	11,9	2,4	14,5
UE (r)	0,6	0,0	1,7	3,0	2,3	3,0

1. Pour 2000 : solde apparent au lieu de solde migratoire.

2. Source Insee pour les données relatives à la France.

3. Champ : France hors Mayotte pour 2000, France y c. Mayotte pour 2016.

Source : Eurostat (extraction du 21 novembre 2017).

Évolution de la population dans le monde

en millions

	1960	1970	1980	1990	2000	2010	2017	Évolution annuelle moyenne 2017/1960 en %
Afrique	285,1	366,5	480,0	634,6	817,6	1 049,4	1 256,3	2,6
Afrique orientale	84,2	110,3	147,5	198,6	261,1	347,0	422,0	2,9
Afrique centrale	32,4	41,1	53,6	71,3	96,1	131,4	163,5	2,9
Afrique septentrionale	63,7	83,1	107,7	141,2	172,6	204,3	233,6	2,3
Afrique méridionale	19,8	25,8	33,7	42,8	52,3	59,0	65,1	2,1
Afrique occidentale	85,1	106,1	137,5	180,5	235,5	307,8	372,0	2,6
Amérique latine et Caraïbes	221,1	288,1	364,3	445,9	525,8	597,6	645,6	1,9
Caraïbes	20,7	25,3	29,8	34,2	38,4	41,7	43,9	1,3
Amérique centrale	51,5	69,9	92,7	114,7	138,0	160,6	177,3	2,2
Amérique méridionale	148,8	192,8	241,8	297,0	349,4	395,3	424,4	1,9
Amérique du Nord	204,8	231,1	254,4	280,3	312,8	342,9	361,2	1,0
Asie	1 700,5	2 137,8	2 642,5	3 221,3	3 730,4	4 194,4	4 504,4	1,7
Asie orientale	803,0	996,4	1 191,8	1 388,8	1 512,4	1 595,8	1 648,2	1,3
Asie centrale méridionale	618,1	774,6	980,0	1 239,7	1 508,3	1 768,5	1 939,8	2,0
Asie méridionale orientale	213,3	280,6	357,0	444,1	524,7	597,3	648,8	2,0
Asie occidentale	66,0	86,2	113,8	148,8	185,0	232,7	267,7	2,5
Europe	605,9	657,4	694,2	721,7	727,2	737,2	742,1	0,4
Europe orientale	253,6	276,2	294,8	309,9	304,0	294,5	292,5	0,3
Europe septentrionale	81,8	87,4	89,9	92,1	94,5	100,3	104,2	0,4
Europe méridionale	117,9	127,7	138,8	143,8	145,7	153,9	152,0	0,4
Europe occidentale	152,6	166,1	170,7	175,9	183,0	188,4	193,4	0,4
Océanie	15,8	19,7	23,0	27,1	31,2	36,6	40,7	1,7
Monde	3 033,2	3 700,6	4 458,4	5 330,9	6 145,0	6 958,2	7 550,3	1,6

Note : estimations et projections de population en milieu d'année.

Source : ONU (World Population Prospects: The 2017 revision).

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et
en couleur sont
définis plus bas ou
dans la rubrique
« Définitions »
en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-
page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans la
rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables
gratuitement pour
approfondir le sujet
Adresses des sites
Internet à retrouver dans
la rubrique « Adresses
utiles » en annexes

Faible, voire négatif au premier semestre 2016, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente progressivement au second semestre pour atteindre + 0,6 % fin 2016. Mesuré à partir de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), il suit le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. *A contrario*, l'indicateur d'inflation sous-jacente, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), ralentit au cours de l'année passant de + 0,9 % en janvier 2016 à + 0,5 % fin 2016.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent légèrement entre 2015 et 2016 (+ 0,2 %), après une stabilité entre 2014 et 2015. Cette faible accélération reflète des mouvements différents selon les produits. Les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés reculent en moyenne moins qu'en 2015. Ceux des produits alimentaires accélèrent un peu. En revanche, le ralentissement des prix des services limite le regain d'inflation.

La baisse en moyenne des prix des produits pétroliers en 2016 cache une remontée progressive des prix au cours de l'année dans le sillage du cours du pétrole (+ 7,5 % sur un an fin 2016). Cette hausse est plus marquée pour les combustibles liquides (+ 14,1 % sur un an fin 2016) que pour les carburants (+ 8,7 % pour le gazole, + 3,6 % pour l'essence, fin 2016), du fait des écarts de

taxation sur ces produits. En revanche, les prix du gaz, qui répercutent avec retard les évolutions du pétrole, se contractent encore (- 2,2 % fin 2016). Les prix de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 1,8 %).

En 2016, les prix des produits manufacturés baissent encore (- 0,5 % en moyenne, après - 0,9 % en 2015). Les prix des articles d'habillement et de chaussures se redressent légèrement (+ 0,2 %, après - 0,9 %). Le recul, moins prononcé qu'en 2015, des prix des produits de santé se poursuit. Enfin, les prix des autres produits manufacturés diminuent faiblement (- 0,1 % en moyenne en 2016, après - 0,3 % en 2015).

En 2016, les prix des produits alimentaires (y compris boissons non alcoolisées) augmentent en moyenne de 0,6 %, à peine plus vite qu'en 2015 (+ 0,5 %). Les prix des produits alimentaires hors produits frais rebondissent légèrement (+ 0,1 %, après - 0,2 % l'année précédente), tandis que ceux des produits frais ralentissent.

Les prix des services décélèrent en 2016 (+ 1,0 % en moyenne, après + 1,3 % en 2015), du fait principalement du repli des services de transport (- 1,5 %). Les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2016, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Les hausses des services de santé sont restées contenues. En revanche, les prix des services de communication accélèrent (+ 2,3 % en moyenne, après + 1,8 %). ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Une inflation modérée depuis le passage à l'euro », *Insee Focus* n° 87, mai 2017.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2016 », *Informations rapides* n° 9, Insee, janvier 2017.
- « 2016 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 95, Eurostat, juin 2017.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2016

en %

Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹			Évolution 16/15			
	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,2	0,6				
Ensemble (hors tabac)	9 805	0,2	0,6				
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 425	0,6	0,7	Transport	1 479	-1,0	1,8
Produits alimentaires	1 301	0,7	0,8	Achats de véhicules	363	-0,1	-0,8
Boissons non alcoolisées	124	-0,6	0,0	Utilisation de véhicules personnels	831	-1,2	3,2
Boissons alcoolisées et tabac	385	0,5	0,3	Services de transport	285	-1,5	0,9
Boissons alcoolisées	190	0,8	0,6	Communications	288	0,7	0,6
Tabac	195	0,1	0,1	Services postaux	16	3,8	3,8
Habillement et chaussures	429	0,2	0,0	Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-9,2	-9,7
Habillement	340	0,5	0,1	Services de téléphonie et de télécopie	229	1,9	2,2
Chaussures y c. réparation	89	-1,0	-0,3	Loisirs et culture	897	1,0	-0,2
Logement, chauffage, éclairage	1 399	-0,1	1,1	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	148	-2,7	-3,7
Loyers d'habitation	622	0,3	0,3	Autres biens durables (loisirs)	42	10,0	-1,9
Entretien et réparation courante du log.	174	1,1	1,3	Autres articles et équip. de loisirs	244	1,0	-0,3
Outillage pour la maison et le jardin	157	1,0	1,1	Services récréatifs et culturels	305	0,1	0,6
Chauffage, éclairage	446	-1,5	2,2	Presse, livres et papeterie	140	2,3	2,2
Meubles, équip. ménager, entretien maison	537	-0,1	-0,7	Voyages touristiques tout compris	18	10,4	3,5
Meubles, tapis, revêtements de sol	155	0,1	-1,0	Éducation	4	1,3	1,6
Articles de ménage en textile	38	1,0	0,9	Hôtellerie, cafés, restaurants	733	1,7	1,8
Appareils ménagers	89	-1,2	-1,9	Restauration et cafés	570	1,6	1,8
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,6	-0,3	Services d'hébergement	163	2,3	1,8
Outillage pour la maison et le jardin	52	0,3	-0,2	Autres biens et services	1 331	1,0	0,9
Entretien courant de l'habitation	133	-0,5	-0,4	Soins personnels	282	0,0	0,2
Santé	1 093	-1,2	-1,2	Effets personnels (non définis ailleurs)	116	1,5	1,7
Médicaments et produits pharmaceutiques	495	-2,9	-2,4	Protection sociale	482	2,1	0,9
Médecine non hospitalière	598	0,2	-0,2	Assurances	289	1,1	1,3
				Services financiers	38	2,4	2,7
				Autres services	124	0,3	0,3

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Note : base 100 en 2015.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	16/15	Baisses	16/15
Combustibles liquides	+ 14,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	- 9,7
Légumes frais, hors pommes de terre et autres tubercules	+ 11,7	Appareils d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image	- 6,0
Gazole	+ 8,7	Ordinateurs personnels	- 5,4
Poissons frais	+ 6,5	Supports d'enregistrement	- 5,3
Service de téléphonie mobile	+ 6,2	Jeux et passe-temps	- 5,1
Services d'expédition de courrier	+ 5,2	Pneumatiques	- 4,9
Journaux	+ 5,0	Farines et autres céréales	- 4,4
Poissons et fruits de mer	+ 4,5	Appareils de transformation d'aliments	- 3,9
Centres de vacances, camping, auberges de jeunesse	+ 4,2	Produits pharmaceutiques	- 3,0
Transport aérien intérieur de passagers	+ 3,9	Appareils de cuisson	- 2,9

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

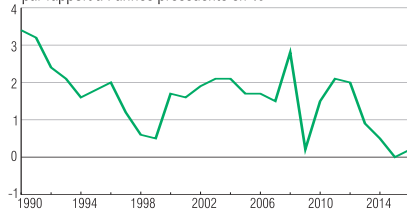
Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2016

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

	16/15	16/15	
Allemagne	1,7	Lettonie	2,1
Autriche	1,6	Lituanie	2,0
Belgique	2,2	Luxembourg	1,6
Chypre	0,1	Malte	1,0
Espagne	1,4	Pays-Bas	0,7
Estonie	2,4	Portugal	0,9
Finlande	1,1	Slovaquie	0,2
France	0,8	Slovénie	0,6
Grèce	0,3	Zone euro	1,1
Irlande	-0,2	UE	1,2
Italie	0,5		

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Source : Eurostat (extraction du 8 juin 2017).

Des données de cadrage européennes ou mondiales